

1. Pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP : vers une situation budgétaire viable et une croissance plus soutenue*

La croissance à court terme reste faible pour les pays exportateurs de pétrole de la région Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan (MOANAP), dans un contexte de volatilité des prix du pétrole, de croissance mondiale précaire, de forte vulnérabilité budgétaire et de montée des tensions géopolitiques. En outre, la baisse de la productivité pèse sur les perspectives de croissance à moyen terme. Pour réduire la dépendance à l'égard des prix du pétrole et ouvrir la voie à une croissance plus durable, l'assainissement des finances publiques doit reprendre et s'appuyer sur de meilleurs cadres budgétaires à moyen terme. Dans le même temps, des réformes structurelles et un développement plus poussé du secteur financier stimulerait l'investissement direct étranger (IDE) et l'investissement privé intérieur, favoriseraient la diversification et contribueraient ainsi à une accélération de la productivité et de la croissance potentielle.

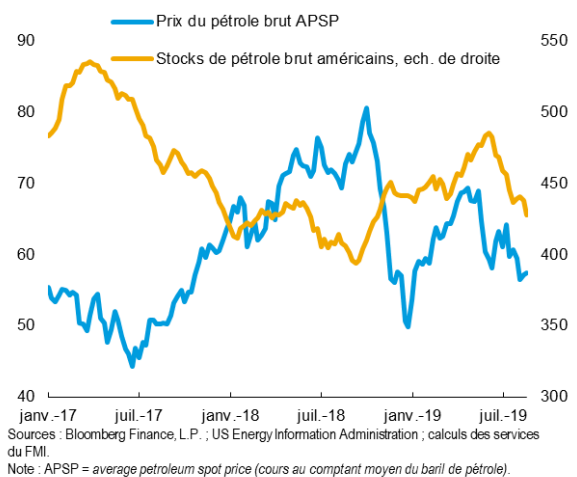
Gestion des enjeux intérieurs et extérieurs

Dans un contexte de ralentissement de la croissance mondiale, de tensions commerciales et du retour des risques géopolitiques, notamment les développements en Iran et les attaques récentes sur des sites pétroliers en Arabie saoudite, les prix du pétrole demeurent

instables, fluctuant entre 55 et 75 dollars le baril depuis le début de l'année (voir *Évolution de l'économie mondiale*). Les incertitudes liées aux futures décisions de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole et d'autres grands producteurs de pétrole (OPEP+) et au rythme de l'expansion de la production pétrolière aux États-Unis accentuent la volatilité des cours du pétrole (graphique 1.1). Dans le même temps, les conflits en cours en Libye et au Yémen limitent les possibilités de mener des politiques macroéconomiques efficaces dans ces pays et aggravent encore les incertitudes actuelles dans la région.

Dans ce contexte, la croissance des pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP

Graphique 1.1.
Prix du pétrole brut APSP et stocks de pétrole brut américains
(en dollar/baril et en milliers de barils, échelle de droite)



* Préparé par Olumuyiwa Adedeji (auteur principal), Divya Kirti, Jorge de León Miranda, et Moussé Sow.

(sauf ceux touchés par un conflit et l’Iran) devrait être de 1,3 % en 2019 (soit une révision à la baisse de 0,9 point de pourcentage par rapport à avril 2019), contre 1,6 % en 2018. Un regain d’activité dans les secteurs du pétrole et du gaz devrait contribuer à une reprise modérée de la croissance dans ces pays (2,8 % en 2020). Il s’agit toutefois d’une révision à la baisse de 0,7 point de pourcentage par rapport à avril, tandis que des risques considérables de dégradation laissent augurer une croissance beaucoup plus faible.

Les risques baissiers sont importants. Une baisse de la demande mondiale et de la production pétrolière pourrait peser sur les prix du pétrole, la confiance des entreprises et les décisions d’investissement, ce qui aurait des répercussions négatives sur la croissance et les positions budgétaires et extérieures.

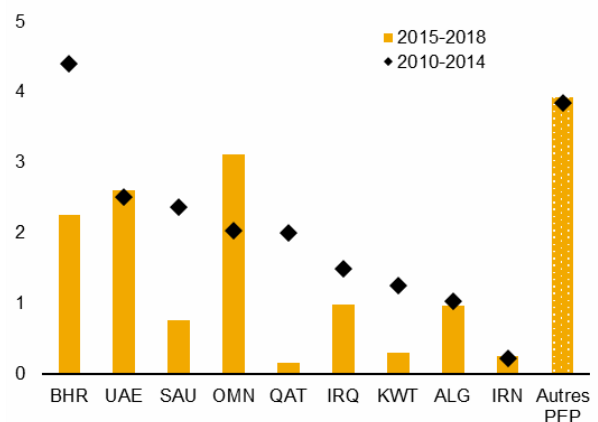
Par ailleurs, la plus grande vulnérabilité des finances publiques dans certains pays, due à l’augmentation des dépenses publiques visant à soutenir la croissance, renforce les risques liés aux prévisions d’une baisse des prix pétroliers à moyen terme. Enfin, si l’augmentation des entrées d’investissements de portefeuille (obligations et actions) peut financer l’investissement et éventuellement stimuler la croissance, elle peut aussi rendre la région plus sensible à l’évolution des marchés financiers internationaux (voir chapitre 4).

À terme, la croissance est freinée par un ralentissement de la productivité, du fait de la réduction des flux d’IDE (graphique 1.2) et des marges de manœuvre pour améliorer l’allocation des ressources budgétaires. Dans ce contexte, une nouvelle stimulation de la demande par une politique budgétaire expansionniste accentuerait la vulnérabilité des

finances publiques et n’aurait qu’une faible incidence sur la croissance.

Par conséquent, il est nécessaire de mettre en œuvre des politiques macroéconomiques et financières de manière à renforcer la résilience et à promouvoir une croissance tirée par le secteur privé et riche en emplois. Il est prioritaire de réduire la vulnérabilité des finances publiques et de mettre davantage l’accent sur des réformes structurelles qui relancent la croissance. Le rythme de l’assainissement des finances publiques dans chaque pays doit tenir compte de son impact sur la croissance. L’ajustement doit s’inscrire dans un cadre budgétaire à moyen terme et être axé sur l’amélioration du recouvrement des recettes non pétrolières, la maîtrise de la masse salariale, la hausse des prix de l’énergie et l’amélioration de la qualité des dépenses publiques (voir chapitre 5). Des réformes structurelles et du secteur financier stimuleraient l’IDE et l’investissement, et encourageraient l’activité du

Graphique 1.2.
Entrées d’IDE, 2010–2018
(en pourcentage du PIB)



Sources : autorités nationales ; calculs des services du FMI.
Note : IDE = investissement direct étranger ; PEP = pays exportateurs de pétrole. Les autres pays exportateurs de pétrole sont notamment les suivants : Albanie, Angola, Bolivie, Brunei Darussalam, Cameroun, Côte d’Ivoire, Équateur, Gabon, Guinée équatoriale, Indonésie, Mexique, Nigéria, Norvège, Papouasie-Nouvelle-Guinée, République démocratique du Congo, République du Congo, Russie, Tchad, Timor-Leste, Trinité et Tobago, Venezuela et Vietnam. Les abréviations de pays sont celles établies par l’Organisation internationale de normalisation (ISO).

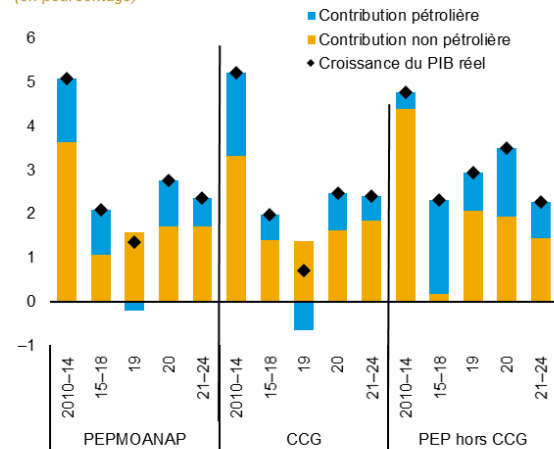
secteur privé, ce qui contribuerait à rehausser la productivité et la croissance potentielle.

Accélération de la croissance, qui reste modérée

La mise en œuvre des projets d'infrastructure en cours et l'amélioration des conditions de crédit renforceront la reprise prévue de la croissance à court terme dans les pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP (graphique 1.3). Les perspectives de croissance sont toutefois fragiles compte tenu des prévisions de baisse des prix du pétrole, de la forte volatilité de ces prix et de nouveaux facteurs de vulnérabilité budgétaire.

- La croissance dans les pays du Conseil de coopération du Golfe (CCG) devrait être de 0,7 % en 2019, ce qui serait nettement inférieur au taux de 2 % enregistré en 2018. Ce fléchissement est principalement dû aux réductions de la production pétrolière prévues par les accords de l'OPEP+. La croissance en 2020 devrait rebondir à 2,5 %, tirée par une reprise de la croissance du PIB pétrolier réel de 1,9 % (contre -1,4 % en 2019 et 2,5 % en 2018). Cette progression s'explique par l'augmentation de la production de pétrole au Koweït et en Arabie saoudite, avec la pleine mise en service de la raffinerie de Jizan (Arabie saoudite) et une reprise de la production de gaz à Oman et au Qatar. Toutefois, il n'est pas certain que l'accord de l'OPEP+ en vigueur expirera d'ici à mars 2020. La croissance du PIB hors pétrole (qui passera de 2,4 % en 2019 à 2,8 % en 2020) sera soutenue par des dépenses d'infrastructure (le Koweït et les Émirats arabes unis voyant

Graphique 1.3.
Croissance du PIB réel : contributions pétrolières et non pétrolières (en pourcentage)



Sources : autorités nationales ; calculs des services du FMI.

Note : l'Iran et la Libye ne sont pris en considération ni dans les pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP ni dans ceux du CCG. CCG = Conseil de coopération du Golfe ; PEPMOANAP = pays exportateurs de pétrole de la région Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan ; PEP = pays exportateurs de pétrole. La pondération de chaque pays correspond à son PIB corrigé des parités de pouvoir d'achat.

leur secteur du tourisme dynamisé par l'Expo 2020 et le Qatar se préparant à accueillir la Coupe du monde de football 2022).

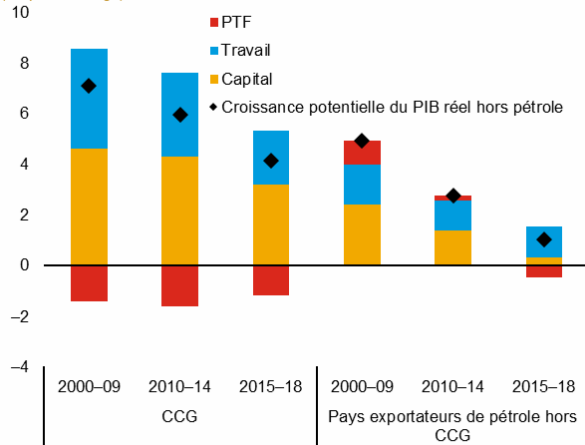
- L'économie iranienne est entrée en forte récession. En 2019, la production devrait diminuer de 9,5 %, étant donné que les sanctions américaines continuent de se durcir. Les principales exportations de l'Iran (pétrole) sont fortement restreintes et les importations se sont effondrées. En 2020, le niveau de la production devrait se stabiliser quelque peu, avec une croissance quasi nulle¹.
- Les autres pays exportateurs de pétrole hors CCG affichent des perspectives de croissance contrastées. En Irak, la croissance devrait être de 3,4 % en 2019, en hausse par rapport à 2018 (-0,6 %), grâce à l'augmentation des dépenses publiques et à une légère hausse de la production pétrolière. Avec une tendance similaire,

¹ Voir l'encadré 1.1 sur les conséquences pour la région de la réimposition de sanctions économiques contre l'Iran.

Graphique 1.4.

Croissance potentielle du PIB réel hors pétrole : contributions du capital, du travail et de la productivité

(en pourcentage)



Sources : autorités nationales ; calculs des services du FMI.
Notes : la Libye n'est pas prise en considération dans les pays exportateurs de pétrole hors CCG. CCG = Conseil de coopération du Golfe ; PTF = productivité totale des facteurs. Des moyennes simples sont utilisées pour calculer les agrégats de la région.

associée à de meilleures précipitations et à une amélioration continue de la production d'électricité, la croissance devrait s'accélérer à 4,7 % en 2020. En Algérie, la croissance devrait atteindre 2,6 % en 2019, contre 1,4 % en 2018, grâce à la hausse de la production pétrolière, avant de ralentir à 2,4 % en 2020, en raison de l'incertitude actuelle dans le pays. En Libye, la situation sur le plan sécuritaire et politique s'est détériorée depuis avril 2019, ce qui a eu des répercussions négatives sur les résultats économiques. Au Yémen, la croissance devrait fléchir légèrement. Les prévisions de croissance dans les pays exportateurs de pétrole non membres du CCG reposent sur un certain apaisement des tensions régionales. La croissance pourrait être plus faible si cette anticipation fondamentale ne se concrétisait pas.

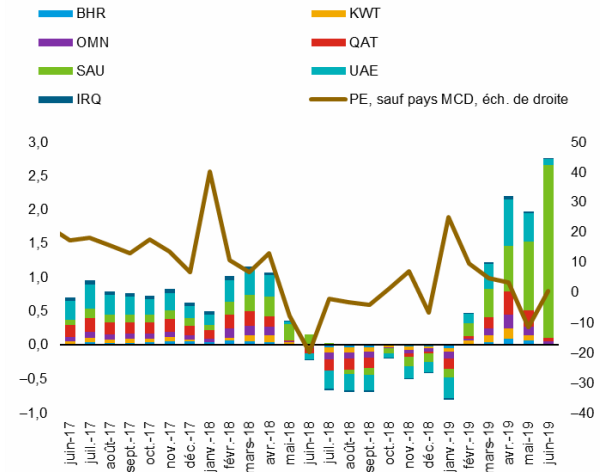
La croissance potentielle du PIB hors pétrole a ralenti, sous l'effet d'un recul de la croissance

² Les prix du pétrole peuvent également avoir une forte incidence sur le climat de confiance et le rythme des

Graphique 1.5.

Flux d'obligations et d'actions (EPFR)

(en milliards de dollars, flux cumulé sur 3 mois)



Sources : Haver Analytics ; calculs des services du FMI.
Note : PE = pays émergents ; EPFR = Emerging Portfolio Fund Research ; MCD = département Moyen-Orient et Asie centrale. Les abréviations de pays sont celles établies par l'Organisation internationale de normalisation (ISO).

de la productivité dans les pays exportateurs de pétrole hors CCG, de la contraction persistante de la productivité dans les pays du CCG et du recul de l'accumulation de capital dans les pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP (graphique 1.4)². Les secteurs publics dominants dans les pays du CCG continuent de fausser les incitations à l'investissement en faveur des biens non échangeables, ce qui pèse sur la diversification et la croissance de la productivité (Callen et al. 2014 ; Cherif et Hasanov 2016).

Dans ce contexte, l'activité devrait rester modérée à moyen terme. La croissance du PIB réel devrait s'établir en moyenne à environ 2,4 % dans les pays du CCG et à 2,3 % dans les pays exportateurs de pétrole hors CCG (Iran et Libye exceptés) entre 2021 et 2024. Ces taux de croissance sont trop faibles pour créer chaque année les quelques 1 million de nouveaux emplois nécessaires pour absorber les nouveaux arrivants sur le marché du travail.

investissements publics, et par conséquent sur la production potentielle.

Des conditions financières favorables soutiennent la croissance

Les pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP bénéficient de conditions financières mondiales favorables. Les baisses de taux d'intérêt opérées par les grandes banques centrales (répercutées dans la plupart des pays du CCG) et l'intégration des pays du CCG dans les indices boursiers et obligataires mondiaux ont stimulé les flux d'investissement de portefeuille vers de nombreux pays de la région en 2019, qui ont été supérieurs à ceux vers d'autres pays émergents (graphique 1.5).

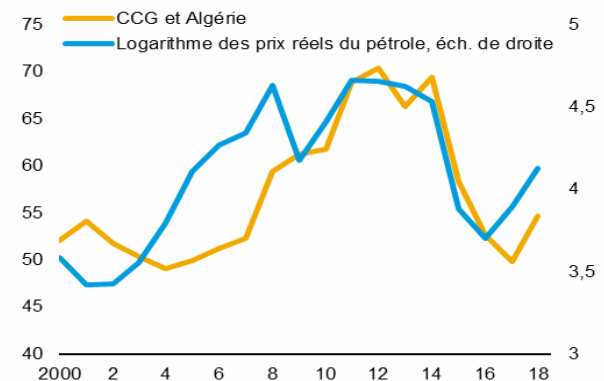
La croissance du crédit au secteur privé s'est légèrement redressée dans les pays du CCG, en partie grâce à la baisse des taux d'intérêt intérieurs consécutive au récent assouplissement amorcé par la Réserve fédérale américaine. Néanmoins, les tensions persistent sur les marchés immobiliers, ce qui a une incidence sur les conditions financières et monétaires (voir la mise à jour d'avril 2019 des *Perspectives économiques régionales : Moyen-Orient et Asie centrale* pour le calcul des indices de conditions financières).

Le secteur bancaire dans les pays du CCG s'adapte à la baisse des prix de l'immobilier en réduisant les crédits alloués aux secteurs de la construction et de l'immobilier (Qatar), tandis que les prêts hypothécaires, qui étaient à un bas niveau, augmentent en Arabie saoudite. Bien que le secteur bancaire demeure solide, pour préserver la stabilité du système financier, il faudra continuer de bien surveiller les nouvelles tendances dans le secteur immobilier et explorer les possibilités de continuer de recourir à des mesures macroprudentielles pour limiter les risques si nécessaire.

Dans d'autres pays (Algérie, Iran et Yémen), le financement monétaire des déficits budgétaires et l'inflation due aux tensions sur les taux de change ont réduit la croissance réelle du crédit au secteur privé. Tout en maîtrisant leurs déficits budgétaires, ces pays doivent redoubler d'efforts pour éponger les liquidités déjà injectées par des opérations de financement monétaire afin de contenir les tensions inflationnistes et les pressions sur les taux de change, ainsi que d'en limiter les effets négatifs sur l'activité économique. En Irak, les bilans des banques restent fragiles. Il convient de restructurer le système bancaire public pour préserver la stabilité financière.

Graphique 1.6
Prix réels du pétrole et dépenses des administrations publiques

(Logarithme des prix pétroliers et du pourcentage du PIB hors pétrole, moyennes pondérées)

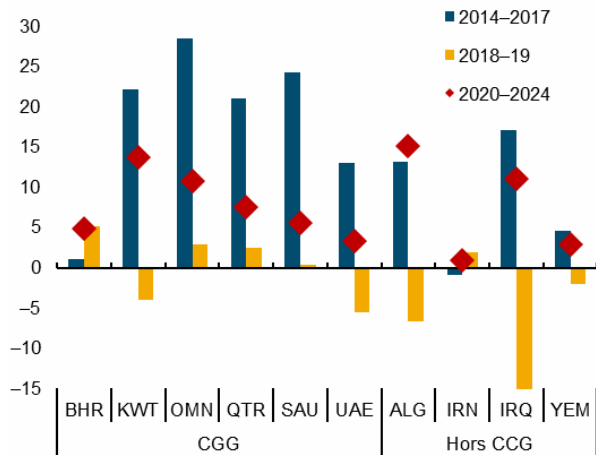


Sources : autorités nationales ; calculs des services du FMI.
Note : les prix réels du pétrole sont calculés en utilisant le déflateur du PIB des États-Unis. La pondération appliquée à chaque pays correspond à son PIB nominal en dollars. CCG = Conseil de coopération du Golfe.

Interactions entre les prix pétroliers et les dépenses, et risques budgétaires

Compte tenu des inquiétudes suscitées par la faiblesse de la croissance, le problème de la forte association entre les prix du pétrole et les

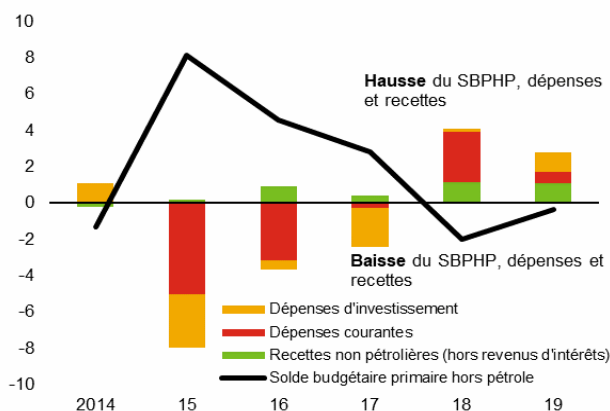
Graphique 1.7.
PEPMOANAP : variations du solde budgétaire primaire hors pétrole
(en pourcentage du PIB hors pétrole)



Sources : autorités nationales ; calculs des services du FMI.
Note : La pondération appliquée à chaque pays correspond à son PIB en dollars.
CCG = Conseil de coopération du Golfe. Les abréviations de pays sont celles établies par l'Organisation internationale de normalisation (ISO).

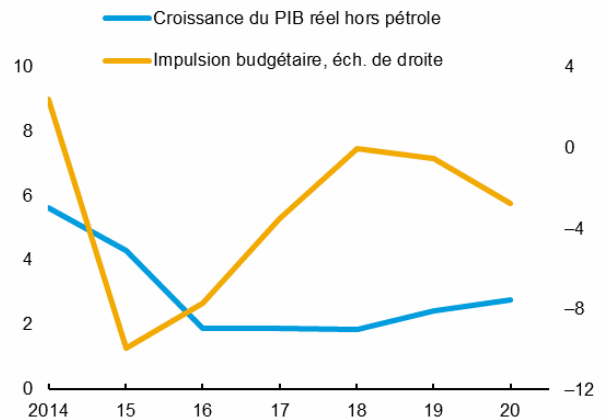
dépenses publiques demeure d'actualité (graphique 1.6). L'assainissement des finances publiques ralentit dans certains pays et s'inverse dans d'autres (graphique 1.7), essentiellement en raison d'une augmentation des dépenses (graphique 1.8). Cependant, l'effet des dépenses sur la croissance a été modeste jusqu'à présent,

Graphique 1.8.
PEPMOANAP : variations du solde primaire hors pétrole, dépenses et recettes non pétrolières
(en pourcentage du PIB hors pétrole, moyennes pondérées)



Sources : autorités nationales ; calculs des services du FMI.
Notes : PEPMOANAP = pays exportateurs de pétrole de la région Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan ; SBPHP = solde budgétaire primaire hors pétrole. La pondération appliquée à chaque pays correspond à son PIB en dollars.

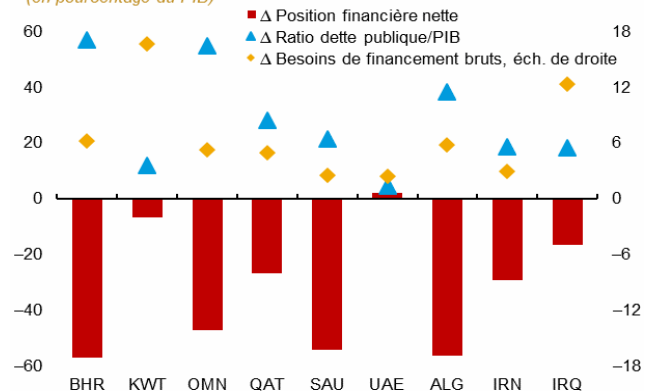
Graphique 1.9.
CCG : croissance du PIB réel hors pétrole et impulsions budgétaires
(en pourcentage et en pourcentage du PIB hors pétrole, moyennes pondérées)



Sources : autorités nationales ; calculs des services du FMI.
Note : l'impulsion budgétaire est calculée à partir du ratio déficit primaire hors pétrole / PIB hors pétrole. La pondération appliquée à chaque pays correspond au PIB corrigé des parités de pouvoir d'achat. CCG = Conseil de coopération du Golfe.

notamment en raison de la composition des dépenses (graphique 1.9)³. Par conséquent, la vulnérabilité budgétaire s'est accrue, surtout par rapport à la période antérieure à 2014. Les besoins bruts de financement et la dette publique ont augmenté, tandis que la situation

Graphique 1.10.
PEPMOANAP : variations de la dette publique brute, des besoins de financement bruts et de la position financière nette, 2014-2019
(en pourcentage du PIB)



Sources : autorités nationales ; calculs des services du FMI.
Note : La situation financière nette est déterminée à partir de la différence entre la dette intérieure et la dette extérieure et du niveau des dépôts des administrations publiques. Dans les besoins de financement bruts du Koweït, il est tenu compte des transferts obligatoires au fonds souverain. Les fonds souverains ne sont pas pris en considération dans la définition de la situation financière nette en raison du manque d'informations disponibles. Les abréviations de pays sont celles établies par l'Organisation internationale de normalisation (ISO).

³ Voir Fouejjieu et al., 2018.

financière nette des États s'est détériorée (graphique 1.10)⁴. Ainsi, les pays sont aujourd'hui plus vulnérables à une baisse des prix du pétrole, en particulier ceux dont les amortisseurs budgétaires sont faibles (Bahreïn, Iran, Irak, Oman, Yémen). L'écart estimé entre le solde primaire hors hydrocarbures nécessaire pour assurer l'équité intergénérationnelle et le solde primaire prévu pour 2019 se situe entre 5 et 23 points de pourcentage du PIB hors hydrocarbures.

Remédier aux vulnérabilités budgétaires et favoriser l'équité intergénérationnelle

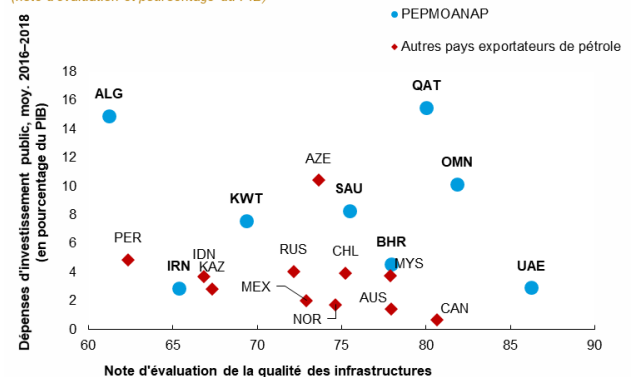
La reprise de l'assainissement des finances publiques permettrait de reconstituer des amortisseurs et de compléter les efforts déployés pour parvenir à une croissance tirée par le secteur privé. L'espace budgétaire, la situation économique et les besoins de financement de chaque pays devraient déterminer l'ampleur et le rythme de l'ajustement. Toutefois, en cas de chocs ou si la conjoncture le justifie, les pays disposant d'un espace budgétaire considérable (Koweït, Qatar, Émirats arabes unis) pourraient entreprendre un assainissement budgétaire plus lent. En règle générale, l'efficacité de l'assainissement dépend de plusieurs éléments importants :

Accroître les recettes non pétrolières. Les pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP ont pris d'importantes mesures pour accroître

leurs recettes non pétrolières⁵. Ils peuvent cependant accroître davantage leurs recettes fiscales en engageant de vastes réformes dans ce domaine. Il pourrait s'agir de donner la priorité à des mesures visant à élargir l'assiette de l'impôt en réduisant progressivement les exonérations, en éliminant les niches fiscales et en renforçant l'administration fiscale. Certains pays (Koweït, Oman, Qatar) gagneraient à instaurer une taxe sur la valeur ajoutée pour accroître leurs recettes intérieures. Les taxes à la consommation pourraient être étendues et augmentées en Irak. D'autres mesures pourraient aussi être envisagées, y compris la mise en place d'impôts sur le revenu et d'impôts fonciers.

Graphique 1.11.
PEPMOANAP et autres pays : qualité des infrastructures et dépenses publiques d'investissement

(note d'évaluation et pourcentage du PIB)



Sources : Forum économique mondial, Rapport sur la compétitivité dans le monde 2018-19 ; calculs des services du FMI.
Note : les indicateurs de compétitivité dans le monde du Forum économique mondial sont établis à partir de données officielles et des résultats d'une enquête menée auprès de dirigeants d'entreprise. Ils doivent être interprétés avec prudence compte tenu du faible nombre de participants à l'enquête, de leur portée géographique limitée, des hypothèses généralisées sur les contraintes des entreprises et du peu d'informations disponibles. En outre, ils ne tiennent pas nécessairement compte des transformations structurelles les plus récentes. PEPMOANAP = pays exportateurs de pétrole de la région Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan. Les abréviations de pays sont celles établies par l'Organisation internationale de normalisation (ISO).

Maîtriser la masse salariale et les subventions à l'énergie et améliorer la qualité et l'efficacité des dépenses. Les efforts visant à maîtriser et à

⁴ Cette observation ne tient pas compte des fonds souverains, en raison d'un manque d'information sur la taille de leurs composantes liquides.

⁵ L'Arabie saoudite a pris une série de mesures, dont l'instauration d'une taxe sur la valeur ajoutée de 5 % en janvier 2018, de droits d'accise et d'une taxe pour les expatriés afin d'accroître les recettes non pétrolières. Les

rationaliser la masse salariale (voir Tamirisa et autres, 2018) et les subventions à l'énergie⁶ (en mettant l'accent sur le recouvrement des coûts et les incitations à réduire l'intensité et les inefficiences énergétiques), ainsi que le renforcement de la protection sociale, contribueraient à une allocation plus efficace et efficiente des ressources, ce qui est crucial pour accroître la productivité. Si la qualité des infrastructures dans les pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP varie, cette qualité a été atteinte moyennant des niveaux élevés de dépenses en capital par rapport au PIB (graphique 1.11), signe que l'efficacité des investissements publics pourrait être améliorée. Des améliorations doivent notamment être apportées en ce qui concerne la passation de marchés publics, la transparence et les procédures d'évaluation et de sélection.

Consolidation des cadres budgétaires.

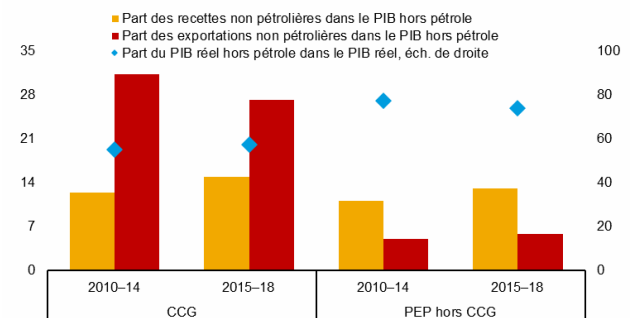
L'incertitude qui entoure les perspectives d'évolution des prix du pétrole souligne la nécessité de dissocier l'évolution des dépenses publiques de celle des recettes pétrolières, qui sont volatiles. Des cadres budgétaires à moyen terme pourraient se révéler utiles. Le renforcement des institutions budgétaires, notamment en améliorant la transparence et en adoptant des cadres budgétaires crédibles à moyen terme, pourrait permettre d'obtenir de meilleurs résultats macroéconomiques dans les pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP (voir chapitre 5, Adedeji et Zhang, 2019).

⁶ Dans certains pays, une baisse des subventions permettra d'augmenter les recettes plutôt que de réduire les dépenses (Arabie saoudite).

Des réformes structurelles pour parvenir à une croissance plus forte et inclusive

Même si la poursuite de l'assainissement des finances publiques demeure une priorité, il est urgent de créer des emplois dans toute la région. À cette fin, la poursuite du développement financier et des réformes structurelles contribuerait à accroître le potentiel d'offre dans ces pays (voir le chapitre 4 et l'édition d'octobre 2019 des *Perspectives de l'économie mondiale*). C'est important, car la croissance doit être tirée par le secteur privé pour alléger le fardeau que représente l'assainissement indispensable des finances publiques.

Graphique 1.12
Diversification par rapport à la production pétrolière : PIB non-pétrolier réel, recettes non-pétrolières et exportations non-pétrolières
(en pourcentage du PIB total, des recettes totales et des exportations de biens totales)



Sources : autorités nationales ; calculs des services du FMI.
Note : La Libye n'a pas été prise en considération en raison du manque de données disponibles. CCG = Conseil de coopération du Golfe ; PEP = pays exportateurs de pétrole. La pondération appliquée à chaque pays correspond au PIB corrigé des parités de pouvoir d'achat.

Une analyse récente des pays du CCG a montré que la poursuite du développement financier pourrait accélérer la croissance annuelle du revenu par habitant de 0,4 à 0,7 point de pourcentage et qu'un renforcement de l'inclusion financière dans cette région pourrait se traduire par une croissance plus élevée de 0,3 à 0,7 point de pourcentage (Ben Ltaifa et autres 2018).

Les stratégies visant à améliorer l'inclusion et le développement financiers devraient mettre l'accent sur les éléments suivants :

- *Réformes visant à renforcer l'accès au financement pour les jeunes entreprises en croissance.* Favoriser la concurrence dans le secteur financier contribuerait à améliorer l'accès au financement. Les connaissances élémentaires dans le domaine financier et les cadres d'insolvabilité pourraient également être améliorés.
- *Marchés de la dette et des titres publics.* Le développement des marchés de la dette, le fait de rendre les marchés boursiers plus accessibles à un plus grand nombre d'entreprises et d'investisseurs, ainsi qu'une meilleure gouvernance des entreprises et une protection plus efficace des investisseurs favoriseraient une accélération de la productivité et de la croissance.

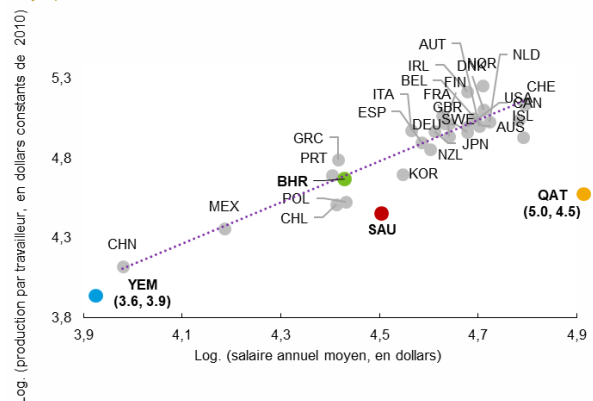
Bien que les recettes non pétrolières aient augmenté, la part non pétrolière de l'activité économique et des exportations peut être considérablement accrue (graphique 1.12).

Il est donc important d'opérer des réformes structurelles qui soutiennent la croissance non pétrolière tirée par le secteur privé et accroissent la productivité. L'accent pourrait être mis sur les quatre principaux objectifs suivants :

- *Continuer d'améliorer un climat des affaires dans lequel le secteur privé peut prospérer.* La poursuite des initiatives menées dans les pays du CCG et les efforts concertés des pays exportateurs de pétrole non membres du CCG pour améliorer le climat des affaires contribueront à catalyser l'investissement intérieur et l'investissement étranger direct. Les IDE peuvent stimuler la productivité et la croissance grâce aux

retombées technologiques et à la création de connaissances (OCDE, 2002 ; Forum économique mondial, 2013). Dans les pays du CCG, une réduction des déficits d'IDE pourrait accélérer la croissance du PIB réel non pétrolier par habitant jusqu'à 1 point de pourcentage (Stepanyan et autres, 2018). L'assouplissement des restrictions à la participation étrangère contribuerait à attirer des IDE (Algérie).

Graphique 1.13.
Productivité et salaire annuels moyens
(Logarithme de la production par travailleur et logarithme du salaire annuel moyen)



Sources : Haver Analytics ; Bureau international du Travail ; autorités nationales ; Banque mondiale ; calculs des services du FMI.
Note : la productivité dans les pays du CCG est établie à partir du rapport entre la qualité du capital humain (sur la base de l'indice du capital humain de la Banque mondiale) et la productivité dans des pays comparables utilisés dans le présent graphique, en l'absence de données directes sur la productivité des travailleurs dans les pays du CCG. Les valeurs pour le Qatar et le Yémen sont indiquées entre parenthèses. Les autres pays de la région MOANAP ne sont pas pris en considération faute de données disponibles. Les abréviations de pays sont celles établies par l'Organisation internationale de normalisation (ISO).

- *Améliorer la concurrence et la discipline.* Un rôle plus ciblé pour le secteur public, grâce à une privatisation et à des partenariats public-privé efficaces (dans les pays du CCG), à des lois sur la concurrence plus larges et mieux appliquées (Algérie et pays du CCG) et à une uniformité de traitement entre le secteur privé et les entreprises et fondations publiques (Algérie, Iran), favoriserait la concurrence. Les six pays du CCG ont tous adopté des stratégies nationales qui comportent d'importants éléments de politique industrielle. Bien que des mesures de ce type puissent encourager l'essor de nouveaux secteurs, il importe de les envisager avec prudence et de veiller à ce

qu'elles servent à appuyer des secteurs plutôt que certaines entreprises en particulier et qu'elles soient assorties d'un calendrier et de critères de réalisation précis.

- *Encourager l'emploi dans le secteur privé et améliorer la compétitivité.* Dans certains pays, les salaires semblent plus élevés que ce que les niveaux de productivité laissent entrevoir (graphique 1.13, voir Kirti, 2019). Étant donné que le niveau élevé des salaires et de l'emploi dans la fonction publique contribue aux inadéquations entre la productivité et les salaires, il convient de limiter les écarts de rémunération entre le secteur public et le secteur privé (Koweït, Oman, Arabie saoudite, EAU) en établissant un lien plus étroit entre salaires et performance, ainsi qu'en améliorant le contrôle des primes et indemnités (voir Tamirisa et autres, 2018), et d'annoncer les perspectives d'une croissance limitée de l'emploi dans le secteur public (Koweït, Oman et Arabie saoudite). Il est essentiel d'améliorer l'enseignement et la formation pour mettre en valeur le capital humain et accroître la productivité dans tous les pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP.
- *Améliorer la gouvernance.* Il convient de renforcer les cadres juridiques pour protéger les droits contractuels, les droits de propriété et les droits des créanciers. Pour renforcer l'état de droit, il faudrait accroître la transparence de la propriété effective des entreprises. De nombreux pays gagneraient à améliorer les systèmes de déclaration de patrimoine pour les hauts fonctionnaires, à ériger en infraction pénale les pots-de-vin et les détournements de fonds, et à réduire les possibilités de corruption et de recherche de rente.

Encadré 1.1. Iran : conséquences pour la région¹

Compte tenu de la faible intégration du pays dans le commerce mondial, la forte récession en Iran aura probablement des retombées limitées sur le reste de la région. Les effets les plus notables se feront probablement sentir sur le marché pétrolier international, bien que les tensions géopolitiques, ainsi que la réaction des autres pays producteurs et l'affaiblissement de la demande mondiale de pétrole, rendent très incertaine l'incidence de cette récession sur les prix. Dans certains pays, d'autres secteurs spécifiques, notamment le tourisme, l'agriculture et l'électricité, pourraient également être légèrement touchés.

Les relations commerciales de l'Iran sont limitées. En 2017, les échanges bruts de l'Iran (importations et exportations) représentaient 47 % du PIB, soit un chiffre inférieur de presque moitié à celui des autres pays exportateurs de pétrole de la région Moyen-Orient et Afrique du Nord (84 %). Peu de pays dépendaient de la demande iranienne pour leurs exportations avant la dernière série de sanctions (tableau 1.1.1) et même les partenaires pour lesquels l'Iran représente une part importante des exportations sont protégés, soit du fait de leur fonction de réexportateur (Émirats arabes unis) soit en raison du caractère modeste de leur secteur exportateur (Afghanistan, Tadjikistan).

Malgré une exposition globale limitée, le commerce sur des marchés spécifiques pourrait être gravement affecté. L'Irak, par exemple, dépend de l'Iran pour environ un tiers de son électricité, à la fois pour l'approvisionnement direct et pour le gaz utilisé dans les centrales électriques. L'excès de demande de dollars américains en Iran s'est répercuté sur les marchés monétaires afghans, ce qui a amplifié la dépréciation de l'afghani. Les producteurs agricoles du Caucase pourraient également faire face à une baisse de la demande iranienne.

La perte de l'offre de pétrole iranienne a contribué à la volatilité des cours mondiaux du pétrole. La part de l'Iran dans la production mondiale de pétrole est passée de 5,5 % en 2017 à seulement 4 % à la fin de l'année 2018. Bien que l'augmentation de la production de pétrole dans les pays de l'OPEP et de gaz de schiste aux États-Unis ait amorti la baisse de l'offre iranienne, l'incertitude qui entoure le calendrier de ces ajustements et la portée des dérogations accordées aux importateurs de pétrole iranien a contribué à accentuer la volatilité des cours pétroliers depuis la première moitié de l'année 2018.

Les liens financiers sont limités. Les résidents étrangers ont relativement peu de droits sur les actifs iraniens. Selon la Banque des règlements internationaux, les engagements financiers de l'Iran envers des résidents étrangers n'étaient que de 1,9 milliard de dollars au troisième trimestre de 2018. Toutefois, les actifs iraniens détenus à l'étranger ont dépassé 25 milliards de dollars, soit plus du double du niveau enregistré en 2017, et la majeure partie de cette augmentation a été constatée en Allemagne et en Corée (graphique 3). Les sanctions américaines ont entraîné une baisse des relations de correspondants bancaires, dont le nombre est passé d'environ 350 en 2017 à moins de 60 en 2018.

Les flux liés au tourisme et aux migrations peuvent aggraver les répercussions commerciales et financières découlant de la situation en Iran. La baisse des revenus et l'affaiblissement du rial risquent de faire reculer le tourisme en provenance d'Iran. Les résidents iraniens ont effectué plus de 10,5 millions de voyages internationaux en 2017, ce qui représente une augmentation de 60 % par rapport à 2015 (Organisation mondiale du tourisme). La Turquie était la destination la plus prisée, avec plus de 2,5 millions de visites. L'Iran accueille près d'un million de réfugiés, qui sont désormais plus susceptibles de regagner leur pays d'origine. Selon l'Organisation internationale pour les migrations, plus de 500 000 Afghans sans papiers sont revenus d'Iran au cours des neuf premiers mois de 2018, soit plus du double par rapport à la même période en 2017.

Encadré 1.1. Iran : conséquences pour la région¹ (suite)

Les tensions géopolitiques peuvent avoir une incidence directe sur le commerce international. Le golfe Persique est une voie maritime essentielle pour le commerce du pétrole à l'échelle mondiale ; selon le service américain d'information sur l'énergie (EIA), les expéditions de pétrole par le détroit d'Ormuz représentaient plus de 20 % de la consommation mondiale en 2018. Les tensions récentes, notamment les explosions à bord de deux pétroliers en juin et l'immobilisation d'un navire immatriculé au Royaume-Uni en juillet, mettent en évidence l'incidence qu'une montée des tensions géopolitiques pourrait avoir sur le commerce mondial, en particulier dans le secteur pétrolier.

¹ Préparé par Philip Barrett.

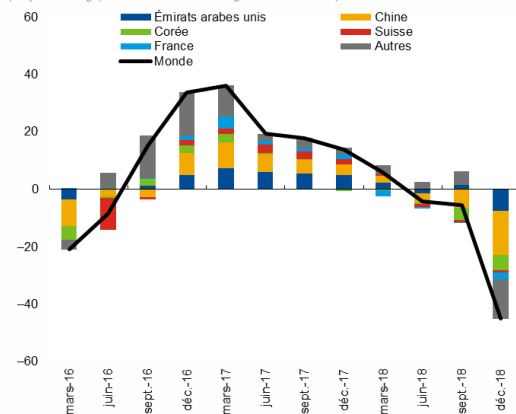
Tableau 1.1.1. Pays dont les exportations vers l'Iran sont importantes

	Exportations de biens vers l'Iran, 2017			Part de l'Iran dans les importations	Principaux produits
	En dollars (millions)	Part dans les exportations (en pourcentage)	Part dans le PIB (en pourcentage)		
Tadjikistan	67,42	0,06	0,01	0,00	
Émirats arabes unis	7716,94	0,04	0,02	0,28	Véhicules automobiles
Arménie	84,12	0,04	0,01	0,00	Animaux vivants
Géorgie	76,35	0,03	0,01	0,00	Animaux vivants
Ouzbékistan	258,30	0,02	0,01	0,00	
Afghanistan	32,36	0,02	0,00	0,00	
Turquie	3259,27	0,02	0,00	0,05	Métaux
Oman	597,40	0,02	0,01	0,00	Tabac
Sri Lanka	177,00	0,02	0,00	0,00	Thé, café
Brésil	2559,77	0,01	0,00	0,01	Semences de maïs

Sources : autorités nationales ; calculs des services du FMI.

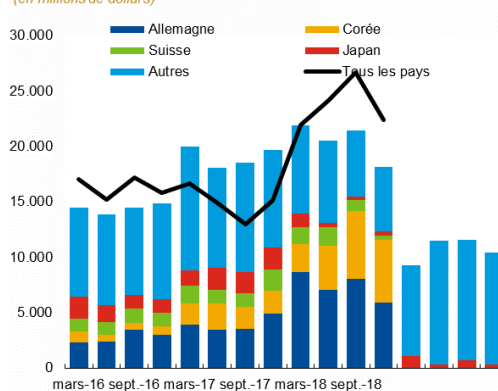
Note : dans le présent tableau figurent les 10 pays pour lesquels l'Iran représente la plus large part du total des exportations.

Graphique 1.1.1. Croissance des importations
(en pourcentage, taux de croissance en glissement annuel)



Sources : Bloomberg Finance L.P. ; Haver Analytics ; autorités iraniennes ; calculs des services du FMI.

Graphique 1.1.2. Créances iraniennes à l'étranger
(en millions de dollars)



Sources : Bloomberg Finance L.P. ; Haver Analytics ; autorités iraniennes ; calculs des services du FMI.

Bibliographie

Adedeji, O, and T. Zhang. 2019. “Qatar: Fiscal Policy in a Medium-Term Context.” IMF Country Report 19/147, International Monetary Fund, Washington, DC.

Ben Ltaifa, N., A. Alreshan, A. Bibolov, D. Kirti, A. Ndoeye, and E. Roos. 2018. “How Developed and Inclusive Are Financial Systems in GCC?” IMF Policy Paper, International Monetary Fund, Washington, DC.

Callen, T., R. Cherif, F. Hasanov, A. Hegazy, and P. Khandelwal. 2014. “Economic Diversification in the GCC: Past, Present, and Future.” IMF Staff Discussion Note 14/12, International Monetary Fund, Washington, DC.

Cherif, R, and F. Hasanov. 2016. “Soaring of the Gulf Falcons: Diversification in the GCC Oil Exporters in Seven Propositions.” In *Breaking the Oil Spell*, edited by Reda Cherif, Fuad Hasanov, and Min Zhu. Washington, DC: International Monetary Fund.

Fouejieu, A., S. Rodriguez, and S. Shahid. 2018. “Fiscal Adjustment in the Gulf Countries: Less Costly Than Previously Thought.” IMF Working Paper 18/133, International Monetary Fund, Washington, DC.

Kirti, D. 2019. “Policies to Drive Diversification for Saudi Arabia.” IMF Country Report, International Monetary Fund, Washington, DC.

Organisation for Economic Co-operation and Development (OECD). 2002. “Foreign Direct Investment for Development: Maximizing Benefits, Minimizing Costs.” Paris.

Purfield, C., H. Finger, K. Ongley, B. Baduel, C. Castellanos, G. Pierre, V. Stepanyan, and E. Roos. 2018. “Opportunity for All: Promoting Growth and Inclusiveness in the Middle East and North Africa.” IMF Departmental Paper 18/11, International Monetary Fund, Washington, DC.

Stepanyan V., B. Baltabaev, A. Guscina, M. Zaher, L. Zhu, and T. Stone. 2018. “Trade and Foreign Investment—Keys to Diversification and Growth in the GCC.” IMF Policy Paper, International Monetary Fund, Washington, DC.

Tamirisa, T., C. Duenwald, T. Mirzoev, G. Pierre, G. Agou, B. Nandwa, and K. Dybczak. 2018. “Public Wage Bills in the Middle East and Central Asia.” IMF Departmental Paper, International Monetary Fund, Washington, DC.

World Economic Forum (WEF). 2013. *Foreign Direct Investment as a Key Driver for Trade, Growth and Prosperity: The Case for a Multilateral Agreement on Investment*. Geneva.